

## L'euro et l'économie souterraine

Gilbert Koenig

**L'émission de coupures importantes de 200 et de 500 euros à partir de 2002 doit favoriser la diffusion internationale de la monnaie européenne. Mais elle risque aussi d'alimenter l'économie souterraine très friande de telles coupures, ce qui soulève des problèmes éthiques, économiques, sociaux et politiques.**

En assurant le remplacement des monnaies divisionnaires et fiduciaires des pays de l'UEM par des pièces et des billets en euros à partir de 2002, la Banque centrale européenne (BCE) imposera la monnaie unique dans les transactions courantes intra-européennes des résidents. De plus, en annonçant qu'une partie de l'émission des billets portera sur des coupures importantes de 100, 200 et 500 euros, elle semble vouloir favoriser l'usage de l'euro dans les transactions courantes effectuées dans les pays situés en dehors de l'espace européen. En effet, des travaux empiriques portant sur différentes monnaies montrent que des coupures de cette importance sont généralement peu utilisées dans les transactions des résidents des pays d'émission, mais qu'elles font l'objet d'une demande importante de la part des non-résidents. Dans cette perspective, l'euro concurrencera le yen, le franc suisse et surtout le dollar en tant que monnaie véhiculaire.

Il est cependant probable que l'existence de coupures importantes en euros ne suscitera pas seulement l'intérêt des non-résidents, mais aussi celui de résidents exerçant leurs activités dans l'économie souterraine européenne. En effet, dans une telle économie qui comporte la production illégale de biens et de services (drogue, prostitution, etc.) et différentes activités fournissant des revenus légitimes, mais non saisis par la comptabilité nationale (ex : revenus du travail et du capital non déclarés à l'administration fiscale), les agents financent l'essentiel de leurs transactions par des pièces et des billets qui leur assurent l'anonymat. C'est ainsi que, selon une évaluation récente, l'argent ramassé par le crime organisé est formé pour plus de 95% par des espèces. De

plus, ces agents ont une préférence pour les coupures de valeurs unitaires importantes pour des raisons d'encombrement et de discrétion.

Si l'émission de billets de valeurs unitaires élevées en euros est susceptible de favoriser l'émergence de l'euro comme monnaie véhiculaire, elle risque aussi d'alimenter l'économie souterraine européenne pour un montant que l'on peut tenter d'évaluer sur la base de travaux empiriques portant sur les monnaies nationales des pays de l'Union économique et monétaire (UEM). La BCE peut donc être amenée à évaluer les avantages et les inconvénients d'une telle émission et à envisager des solutions pour en réduire les coûts en évitant de favoriser l'économie souterraine.

### **La demande potentielle d'euros émanant de l'économie souterraine**

On peut tenter d'évaluer l'importance de la demande de pièces et de billets en euros qui est susceptible d'émaner de l'économie souterraine sur la base des informations statistiques sur l'offre de cette monnaie et d'estimations portant sur la structure de sa demande.

Les statistiques monétaires des pays de l'UEM permettent de connaître le volume des pièces et des billets en monnaie nationale émis jusqu'à une certaine date. Ce volume correspond approximativement au montant des encaisses formées par cette monnaie si l'on considère que les pertes et les destructions représentent une valeur faible.

Les banques centrales disposent généralement de bonnes informations sur le montant des pièces et des billets détenus par les systèmes bancaires nationaux, mais elles possèdent peu de renseignements sur les autres détenteurs de cette monnaie.

## L'EURO DIX MOIS APRES

Il paraît peu vraisemblable que toutes les monnaies européennes en espèces soient détenues par des résidents de l'économie officielle

Connaissant le volume des billets et des pièces émis et la part de ces espèces détenue par les banques nationale et sachant que les entreprises non financières détiennent un montant négligeable de cette monnaie, on peut calculer la valeur moyenne des espèces en monnaie nationale détenues par chaque habitant des 11 pays de l'UEM. Ces encaisses exprimées par K. Rogoff en dollars sont définies en euros dans le tableau suivant sur la base du cours observé le 30 août 1999 de 1 euro = 1,0475 dollars.

Tableau 1 :

**Encaisses par tête en monnaies divisionnaires et fiduciaires nationales (hors banques) dans les pays de l'UEM (août 1996)**

Allemagne	2056	France	890
Autriche	1693	Irlande	850
Belgique + Lux.	2156	Italie	1116
Italie	2156	Pays-Bas	1538
Finlande	582	Portugal	582

Le tableau 1 révèle une moyenne et une dispersion importantes des montants des encaisses par tête.

L'encaisse moyenne par tête en pièces et en billets de monnaies nationales correspond dans l'UEM à un montant de 1444 euros calculé sur la base de 416 milliards d'euros répartis entre 288 millions de citoyens composant l'UEM. Cette valeur semble beaucoup trop importante pour des résidents dont l'activité se place dans l'économie officielle du fait du développement de nouvelles techniques de paiements qui se substituent aux règlements au comptant.

Quant à la différence des montants des encaisses par tête selon les pays, elle peut s'expliquer par les habitudes de paiements différentes d'un pays à l'autre. C'est ainsi que les Français règlent une plus grande proportion de leurs transactions par chèques et par cartes de crédit que les Allemands. Mais ces facteurs semblent insuffisants pour expliquer, par exemple, que les encaisses en espèces sont 2,3 fois plus importantes en Allemagne qu'en France.

On peut donc supposer qu'une partie des pièces et des billets est détenue par

d'autres agents que les résidents participant à l'activité économique officielle. Cette hypothèse est renforcée par la part importante des coupures de valeurs unitaires élevées dans le volume des billets de certains pays.

***Il semble probable qu'une partie importante des monnaies européennes en espèces alimente l'économie souterraine***

Selon certaines estimations, environ 40% des marks en espèces sont détenus par des non-résidents, du fait que le mark constitue l'une des monnaies véhiculaires. La proportion des autres monnaies européennes détenues sous la forme d'espèces par les non-résidents semble être de 10 à 15%.

Mais compte tenu de ces évaluations, l'encaisse moyenne par tête des résidents reste encore à un niveau élevé de 1080 euros. Si l'on admet qu'une famille de trois personnes est susceptible de détenir une encaisse moyenne en espèces d'un montant compris entre 1050 et 1200 euros, on peut considérer avec K. Rogoff que 45 à 50% des encaisses en espèces non détenues par les banques nationales se trouvent dans l'économie souterraine, ce qui correspond à un montant compris entre 187 et 208 milliards d'euros.

Si l'on admet que les résidents de l'économie officielle détiennent en moyenne deux fois moins d'espèces que ceux de l'économie souterraine et que cette dernière représente, selon le tableau 2, entre 6,8% et 25,8% du produit de l'activité normale des pays de l'UEM, on peut considérer que la vitesse de circulation des euros en espèces est beaucoup plus importante dans l'économie légale que dans l'économie souterraine.

Ces évaluations fournissent un ordre de grandeur de la demande d'euros en espèces qui est susceptible d'émaner de l'économie souterraine européenne et que la BCE devra satisfaire après la disparition des monnaies nationale européennes. Il peut s'y ajouter une demande d'euros issue des économies souterraines non européennes, si le rôle de l'euro se développe au détriment de celui du dollar dans les activités internationales illégales.

Tableau 2 :  
**Les parts des économies souterraines dans les pays européens (unité : % du PIB)**

Pays	1970	1994
Allemagne	2,7-3	13,1
Autriche	1,8	6,8
Belgique	10,4	21,4
Espagne		22,3
France	3,9	14,3
Irlande	4,3	15,3
Italie	10,7	25,8
Pays-Bas	4,8	13,6

Source : F. Schneider, Discussion on Rogoff, *Economic Policy*, Avril 1998, p. 275

**Les coûts et les gains  
de l'alimentation de l'économie  
souterraine européenne  
par les euros**

La BCE est incitée à développer le rôle de l'euro en tant que monnaie véhiculaire pour bénéficier des gains du seigneurage qui en résultent. En effet, elle dispose d'un privilège d'émission de billets qui peut être comparé au droit que possédaient les seigneurs du Moyen Age de battre monnaie et dont ils tiraient des avantages pécuniaires. Les gains que la BCE est susceptible de percevoir du seigneurage peuvent être mesurés par le montant des intérêts qui est économisé par les autorités européennes si elles émettent de la monnaie plutôt que des titres publics. Ils se montent par exemple à 5,25 milliards d'euros par an si le taux d'intérêt des titres publics européens est de 5% et si les non-résidents détiennent les 105 milliards d'euros qui correspondent aux montants des monnaies nationales européennes présentes dans leurs encaisses en 1995.

Pour développer ce rôle de l'euro, la BCE s'efforce de gagner la confiance des non-résidents par une politique anti-inflationniste rigoureuse qui assure une stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie européenne. De plus, elle stimule l'intérêt des détenteurs par des mesures techniques, comme l'émission de coupures de valeurs unitaires élevées. Mais, ces efforts stimulent aussi la demande d'euros éma-

nant de l'économie souterraine européenne, ce qui risque d'amener la BCE à alimenter cette économie et de contribuer ainsi à son maintien et à son développement.

La décision d'encourager l'utilisation de l'euro par les non-résidents devra donc se fonder sur une comparaison entre les avantages directs de cette utilisation et les effets positifs et négatifs de l'alimentation en euros de l'économie souterraine.

En alimentant l'économie souterraine européenne, la BCE s'assure des gains de seigneurage. De plus, elle favorise des secteurs qui, selon certains économistes, constituent des facteurs de flexibilité dans des économies dont les initiatives sont freinées par une pression fiscale excessive et par des réglementations trop contraignantes. Cet avantage est difficile à apprécier dans la mesure où il dépend de facteurs subjectifs comme la perception par les agents du caractère excessif d'un système d'imposition et du degré de contraintes qu'impose une réglementation. Enfin, on peut considérer qu'une partie des revenus générés par l'activité souterraine est dépensée dans l'économie officielle, ce qui assure un effet multiplicateur sur l'activité de cette dernière. C'est ainsi que, selon une estimation portant sur l'Autriche, 70% du revenu issu de l'économie souterraine en 1994 sont dépensés dans l'économie officielle. De cette façon, l'élimination d'un secteur important d'activités souterraines pourrait déterminer une récession importante dans certains pays.

Mais, l'existence d'une économie souterraine implique un manque-à-gagner fiscal que l'Etat doit compenser par une imposition plus élevée de l'économie officielle. Il en résulte des distorsions préjudiciables à l'efficacité économique. De plus, les activités illégales (drogue, vols, etc.) qui bénéficient à un groupe d'individus peuvent avoir des coûts sociaux très importants pour la collectivité.

Ces avantages et ces inconvénients d'une économie souterraine sont difficiles à cerner statistiquement. De plus, leurs formulations se limitent à des considérations purement économiques. Or, l'existence et le développement d'une économie souterraine comportent aussi des aspects éthiques, politiques et sociaux qui ne peuvent pas être écartés du champ d'analyse. En effet, l'existence d'un secteur d'activités illégales important peut comporter à terme des coûts sociaux et politiques très élevés, dans la mesure où elle risque de mettre en cause les fondements d'un

système politique et économique. Un tel risque ne peut pas être écarté dans les pays de l'UEM, dans la mesure où les parts de leurs économies souterraines dans le produit national brut ont augmenté d'une façon importante depuis 1970 et où ces parts sont élevés dans certains pays, comme l'Italie, l'Espagne et la Belgique (tableau 2). Il peut être illustré par l'expérience de la transition russe vers l'économie de marché qui se traduit par un gonflement de l'économie souterraine et par une ramification des activités criminelles dans de nombreux secteurs économiques et politiques.

### **Les mesures envisageables par la BCE pour réduire la demande d'euros émanant de l'économie souterraine**

Si la BCE veut éviter d'alimenter l'économie souterraine européenne pour des raisons économiques, politiques ou éthiques, elle peut revenir sur sa décision d'émettre les coupures de valeurs faciales élevées qui feront probablement l'essentiel de la demande de monnaie émanant de cette économie. Cette mesure a l'avantage de la simplicité, mais elle comporte des inconvénients et elle risque d'être inefficace.

En effet, elle concerne également les résidents et surtout les non-résidents qui exercent des activités légales, ce qui peut réduire les gains de seigneuriage et être préjudiciable au rôle international de l'euro. De plus, elle ne freine pas nécessairement l'activité souterraine, dans la mesure où le financement de celle-ci se fera probablement par des substituts de l'euro. Par contre, elle peut rendre cette activité plus onéreuse en accroissant les coûts de transactions si les substituts de l'euro sont moins liquides que celui-ci.

Pour réduire la demande d'euros en espèces émanant de l'économie souterraine, la BCE peut envisager de contrôler la détention et l'utilisation des coupures de valeurs élevées au lieu d'en écarter l'émission. Elle peut ainsi prévoir un remplacement périodique de ces coupures par de nouveaux billets et profiter des échanges de billets pour identifier les détenteurs de sommes importantes. Un tel contrôle peut d'ailleurs être effectué au moment

des échanges entre les monnaies nationales et l'euro en 2002.

Les autorités européennes peuvent aussi interdire le paiement au comptant des échanges au-delà d'un certain montant, ce qui peut être un obstacle au blanchiment de l'argent sale.

Ces mesures permettent de réduire l'alimentation de l'économie souterraine européenne, mais elles ne constituent probablement pas un obstacle important au développement de la partie de cette économie qui est consacrée à la production illégale de biens et de services et qui se place souvent dans un réseau international. Par contre, elles peuvent influencer les comportements d'agents qui se trouvent uniquement dans l'économie souterraine pour se soustraire aux impôts et aux réglementations, dans la mesure où le contrôle des détentions de coupures importantes accroît le risque des fraudeurs.